

RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

2011



Conseil municipal	3
Administration municipale	3.1
Rapports	
Lettre de présentation.....	4
Rapport du vérificateur général	5
Rapport de l'auditeur indépendant.....	6
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes.....	7
Excédent de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation de la dette nette par organismes	10
Situation financière par organismes.....	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes.....	13
États financiers consolidés	
État consolidé des résultats.....	18
État consolidé de la variation de la dette nette	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie.....	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés.....	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Taux global de taxation réel	31
Renseignements supplémentaires non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau.....	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée.....	39
Analyse de l'activité "eau et égout" non consolidée.....	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé.....	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Renseignements supplémentaires	45
Endettement net à long terme consolidé	47
Questionnaire	48
Autres données.....	49

Maire

Gilles Vaillancourt

Président du Comité exécutif

Districts électoraux**Conseillers**

1. Saint-François	Jacques St-Jean	
2. Saint-Vincent-de-Paul	Sylvie Clermont	Conseillère associée au Comité exécutif
3. Val-des-Arbres	Madeleine Sollazzo	
4. Duvernay / Pont-Viau	Michèle Des Trois Maisons	
5. Marigot	Francine Légaré	Présidente du Conseil municipal
6. Concorde / Bois-de-Boulogne	Claire Le Bel	
7. Renaud	Benoit Fradet	Membre du Comité exécutif
8. Vimont	Norman Girard	
9. Saint-Bruno	Yvon Martineau	
10. Auteuil	Lucie Hill Larocque	
11. Laval-des-Rapides	Ginette Grisé	
12. Souvenir / Labelle	Jocelyne Guertin	Membre du Comité exécutif
13. L'Abord-à-Plouffe	Ginette Legault-Bernier	
14. Chomedey	Basile Angelopoulos	Vice-président du Comité exécutif
15. Saint-Martin	Alexandre Duplessis	Membre du Comité exécutif
16. Sainte-Dorothée	Pierre Cléroux	
17. Laval-les-Îles	Jean-Jacques Beldié	
18. L'Orée-des-Bois	France Dubreuil	
19. Marc-Aurèle-Fortin	Yvon Bromley	
20. Fabreville	Martine Beaugrand	
21. Sainte-Rose	Denis Robillard	

DIRECTION GÉNÉRALE

Directeur général
Gaétan Turbide

Directeur général adjoint
Jean Roberge

Directeur général adjoint
Gaétan Vandal

Directeur général adjoint
Martine Lachambre

SERVICES**DIRECTEURS**

Achats et gestion contractuelle

André Lévesque

Contentieux

André Guérin

Environnement

Gilles Benoit

Évaluation

Ernest Lépine

Finances

Suzanne Deshaies

Greffé

Guy Collard

Ingénierie

Luc Goulet

Protection des citoyens

Jean-Pierre Gariépy

Ressources humaines

Vacant

Systèmes et technologies

Lise Poirier

Travaux publics

Sylvain Allard

Urbanisme

Sylvain Dubois

Vie communautaire, culture et communications

Marc Deblois

BUREAUX

Juges

Yves Fournier

Ombudsman

Diane Lemelin, présidente

Régime de rentes

Denis Bertrand

Vérificateur général

Caroline Leblanc, par interim



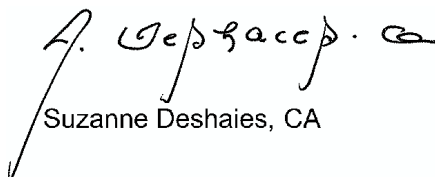
Laval, le 30 mars 2012

À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil,

Conformément à la Loi sur les cités et villes et à la Charte de la Ville de Laval, j'ai l'honneur de déposer le rapport financier consolidé de la Ville de Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

J'atteste de la véracité dudit rapport financier qui a été audité par le vérificateur général de la Ville de Laval et l'auditeur indépendant nommé par le Conseil.

La directrice des finances et trésorière,


Suzanne Deshaies, CA

Service des finances

1333, boul. Chomedey, bur. 601, C. P. 422, succ. Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4
Téléphone : 450 978-5704 Télécopieur : 450 978-5768



Rapport du vérificateur général

À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Laval, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Bureau du Vérificateur général



Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Laval au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Laval inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice à des fins fiscales, la ventilation de l'excédent accumulé ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Le vérificateur général,

Michèle Galipeau, CA auditeur

Laval, le 5 avril 2012

Bureau du Vérificateur général

Rapport de l'auditeur indépendant

À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil de la
Ville de Laval,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Laval, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

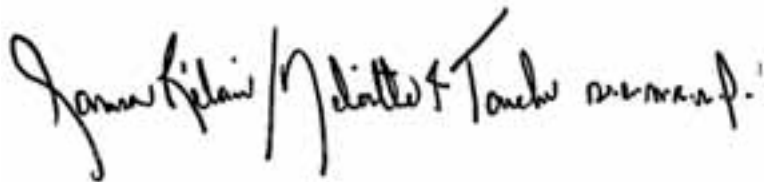
Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Laval au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Laval inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice à des fins fiscales, la ventilation de l'excédent accumulé ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Jean-François Gauthier" followed by some less legible characters.

Le 5 avril 2012

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 10881

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	561 988 094	578 839 300	585 212 814		585 212 814
Paiements tenant lieu de taxes	2	17 104 464	17 038 400	17 578 030		17 578 030
Quotes-parts	3					56 002 736
Transferts	4	31 807 435	33 385 500	37 596 723		36 044 473
Services rendus	5	7 002 977	6 760 100	7 106 880		34 825 904
Imposition de droits	6	34 627 874	24 274 000	35 460 758		
Amendes et pénalités	7	18 477 004	17 000 000	17 533 928		
Intérêts	8	6 206 249	6 854 000	8 900 513		396 599
Autres revenus	9	12 022 558	6 548 700	17 210 779		102 790
	10	689 236 655	690 700 000	726 600 425		127 372 502
Investissement						
Taxes	11	745 787	25 000	280 176		
Quotes-parts	12					
Transferts	13	48 778 023	115 219 200	17 676 449		27 313 127
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	32 572 599	23 269 800	26 250 877		
Autres	15	2 819 384	1 111 600	2 014 818		18 640
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16	(109 020)		20 094		
	17	84 806 773	139 625 600	46 242 414		27 331 767
	18	774 043 428	830 325 600	772 842 839		154 704 269
Charges						
Administration générale	19	63 997 558	70 123 200	64 015 550	5 379 666	69 395 216
Sécurité publique	20	127 822 367	140 071 900	132 102 595	6 116 397	138 218 992
Transport	21	126 000 038	131 397 600	132 632 927	40 586 027	111 633 531
Hygiène du milieu	22	84 012 641	97 413 100	85 894 617	43 371 113	129 265 730
Santé et bien-être	23	6 471 611	9 548 500	6 805 961		6 805 961
Aménagement, urbanisme et développement	24	16 258 723	19 495 100	17 671 690	197 624	9 496 641
Loisirs et culture	25	66 697 406	68 708 800	61 380 551	11 397 764	1 489 769
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	55 545 263	61 667 500	56 295 503		2 559 037
Amortissement des immobilisations	28	102 450 880	100 774 900	107 048 591	(107 048 591)	
	29	649 256 487	699 200 600	663 847 985		125 178 978
Excédent (déficit) de l'exercice	30	124 786 941	131 125 000	108 994 854		29 525 291

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	124 786 941	131 125 000	108 994 854	29 525 291	138 420 388	
Moins: revenus d'investissement	2	(84 806 773)	(139 625 600)	(46 242 414)	(27 331 767)	(73 574 181)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	39 980 168	(8 500 600)	62 752 440	2 193 524	64 846 207	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	102 450 880	100 774 900	107 048 591	10 784 085	117 766 127	
Produit de cession	5	764 484	550 000	1 065 185	24 759	1 089 944	
(Gain) perte sur cession	6	318 930	(550 000)	(1 009 468)	31 809	(977 659)	
Réduction de valeur	7						
	8	103 534 294	100 774 900	107 104 308	10 840 653	117 878 412	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	151 443		762 489		762 489	
Réduction de valeur	10						
	11	151 443		762 489		762 489	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12				717 042	717 042	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				431 111	431 111	
	15				1 148 153	1 148 153	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	6 574 357	14 433 400	4 307 657	381 408	4 689 065	
Remboursement de la dette à long terme	17	(81 411 568)	(90 250 100)	(87 529 486)	(3 744 878)	(91 134 579)	
	18	(74 837 211)	(75 816 700)	(83 221 829)	(3 363 470)	(86 445 514)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(11 783 574)	(9 966 600)	(7 576 121)	(5 243 684)	(12 819 805)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20						
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 353 146	7 707 600	7 708 000	28 958	7 736 958	
Réserves financières et fonds réservés	22	(38 187 694)	(28 722 400)	(56 683 134)	(315 036)	(56 998 170)	
Montant à pourvoir dans le futur	23	10 071 722	14 523 800	8 739 245	(1 414 666)	7 324 579	
Financement des investissements en cours	24						
	25	(35 546 400)	(16 457 600)	(47 812 010)	(6 944 428)	(54 756 438)	
	26	(6 697 874)	8 500 600	(23 167 042)	1 680 908	(21 412 898)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	33 282 294		39 585 398	3 874 432	43 433 309	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	84 806 773	139 625 600	46 242 414	27 331 767	73 574 181
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(7 667 262)	(8 118 600)	(5 759 873)	()	(5 759 873)
Sécurité publique	3	(2 837 372)	(9 486 100)	(4 747 782)	()	(4 747 782)
Transport	4	(71 145 681)	(95 275 500)	(25 408 197)	(37 793 548)	(63 201 745)
Hygiène du milieu	5	(89 021 005)	(178 723 300)	(45 678 280)	()	(45 678 280)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(36 505)	(2 104 500)	(98 340)	(61 790)	(160 130)
Loisirs et culture	8	(26 171 124)	(92 995 100)	(12 044 542)	(29 937)	(12 074 479)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(196 878 949)	(386 703 100)	(93 737 014)	(37 885 275)	(131 622 289)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(1 073 575)	()	(714 349)	()	(714 349)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(109 020)	()	(20 094)	(1 092 196)	(1 112 290)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	83 388 660	146 397 100	73 878 573	4 670 619	78 549 192
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	11 783 574	9 966 600	7 576 121	5 243 684	12 819 805
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			6 000 000	1 030 272	7 030 272
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	20 478 630	90 713 800	2 456 185		2 456 185
	18	32 262 204	100 680 400	16 032 306	6 273 956	22 306 262
	19	(82 192 640)	(139 625 600)	(4 560 578)	(28 032 896)	(32 593 474)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	2 614 133		41 681 836	(701 129)	40 980 707

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010	Budget 2011	Réalizations 2011		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	124 786 941	131 125 000	108 994 854	29 525 291	138 420 388
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(196 878 949)	(386 703 100)	(93 737 014)	(37 885 275)	(131 622 289)
Produit de cession	3	764 484	550 000	1 065 185	24 759	1 089 944
Amortissement	4	102 450 880	100 774 900	107 048 591	10 784 085	117 766 127
(Gain) perte sur cession	5	318 930	(550 000)	(1 009 468)	31 809	(977 659)
Réduction de valeur	6					
	7	(93 344 655)	(285 928 200)	13 367 294	(27 044 622)	(13 743 877)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(930 050)		366 625		366 625
Variation des stocks de fournitures	9	(63 290)		(18 629)	(169 578)	(188 207)
Variation des autres actifs non financiers	10	100 076		(352 634)	3 194 345	2 786 097
	11	(893 264)		(4 638)	3 024 767	2 964 515
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	30 549 022	(154 803 200)	122 357 510	5 505 436	127 641 026
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(626 186 882)		(595 637 860)	(18 238 675)	(610 276 807)
Redressement aux exercices antérieurs	14				2 785 333	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(626 186 882)		(595 637 860)	(15 453 342)	(610 276 807)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(595 637 860)		(473 280 350)	(9 947 906)	(482 635 781)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2011

		<u>2010</u>		<u>2011</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	12 920 781	4 587 037	7 261 680	11 848 717
Placements temporaires	2	241 804 352	379 086 642	76 012	379 162 654
Débiteurs (note 4)	3	145 871 688	144 251 846	83 496 194	227 674 803
Prêts (note 5)	4			275 000	275 000
Placements à long terme (note 6)	5	100	100	1 476 875	1 476 975
Participations dans des entreprises municipales	6	801 660	821 754		821 754
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	7				
Autres actifs financiers (note 8)	8	10 778	329 263		329 263
	9	401 409 359	529 076 642	92 585 761	621 589 166
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires	11				
Créditeurs et charges à payer (note 9)	12	144 388 722	110 504 810	21 495 357	131 926 930
Revenus reportés (note 10)	13	11 505 885	14 993 599	2 435 971	17 429 570
Dette à long terme (note 11)	14	675 338 010	683 653 574	68 658 539	751 719 638
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	15	165 814 602	193 205 009	9 943 800	203 148 809
	16	997 047 219	1 002 356 992	102 533 667	1 104 224 947
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(595 637 860)	(473 280 350)	(9 947 906)	(482 635 781)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 12)	18	1 959 063 978	1 945 696 684	91 817 533	2 036 660 943
Propriétés destinées à la revente (note 13)	19	60 364 901	59 998 276		59 998 276
Stocks de fournitures	20	5 113 937	5 132 566	2 142 568	7 275 134
Autres actifs non financiers (note 14)	21	623 263	975 897	694 889	1 670 786
	22	2 025 166 079	2 011 803 423	94 654 990	2 105 605 139
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	110 308 121	146 253 374	4 481 323	150 734 697
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	193 780 276	247 453 085	24 645 541	272 098 626
Montant à pourvoir dans le futur	25	(129 835 227)	(138 574 472)	(9 842 500)	(148 416 972)
Financement des investissements en cours	26	(108 315 392)	(76 147 271)	912 158	(75 235 113)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	1 363 590 441	1 359 538 357	64 510 562	1 423 788 120
	28	1 429 528 219	1 538 523 073	84 707 084	1 622 969 358

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Réalizations 2011		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	124 786 941	108 994 854	29 525 291	138 420 388
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	102 450 880	107 048 591	10 784 085	117 766 127
Autres					
- Perte (gain) cession immo.	3	318 930	(1 009 468)	31 809	(977 659)
- Réduction valeur placements	4			431 111	431 111
	5	227 556 751	215 033 977	40 772 296	255 639 967
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(42 619 543)	1 619 842	(42 659 496)	(40 966 417)
Autres actifs financiers	7	7 921	(318 485)		(318 485)
Créditeurs et charges à payer	8	889 685	(33 883 912)	4 415 282	(29 541 867)
Revenus reportés	9	(8 094 515)	3 487 714	155 990	3 725 839
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	13 171 053	27 390 407	949 900	28 340 307
Propriétés destinées à la revente	11	(930 050)	366 625		366 625
Stocks de fournitures	12	(63 290)	(18 629)	(169 578)	(188 207)
Autres actifs non financiers	13	100 076	(352 634)	3 194 345	2 786 097
	14	190 018 088	213 324 905	6 658 739	219 843 859
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	196 878 949 ) (	93 737 014 ) (	37 885 275 ) (	131 622 289)
Produit de cession	16	764 484	1 065 185	24 759	1 089 944
	17	(196 114 465)	(92 671 829)	(37 860 516)	(130 532 345)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	(109 020)) (	20 094 ) (	1 092 196 ) (	1 112 290)
Remboursement ou cession	19			717 042	717 042
Variation nette des placements temporaires	20	180 323 600	(152 027 600)		(152 027 600)
Variation nette des autres placements à long terme	21			(100 000)	(100 000)
	22	180 432 620	(152 047 694)	(475 154)	(152 522 848)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	104 396 703	112 375 588	25 419 011	137 794 599
Remboursement de la dette à long terme	24 (	96 328 922 ) (	104 005 613 ) (	7 909 685 ) (	111 775 513)
Variation nette des emprunts temporaires	25				
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	164 722	(54 411)	(285 480)	(339 891)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	8 232 503	8 315 564	17 223 846	25 679 195
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	182 568 746	(23 079 054)	(14 453 085)	(37 532 139)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	21 221 987	203 790 733	21 790 777	225 581 510
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	203 790 733	180 711 679	7 337 692	188 049 371

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>		<u>Réalisations 2011</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	193 688 682	208 596 000	205 905 017	54 337 604	260 208 259
Charges sociales	2	69 770 891	72 207 000	66 077 604	14 647 642	80 716 655
Biens et services	3	134 210 248	151 155 300	143 097 669	31 321 988	168 608 600
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	32 669 494	35 457 400	30 900 381	888 154	31 747 287
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 750 374	1 491 300	1 605 296	928 784	2 534 080
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	21 125 395	24 718 800	23 789 826	742 099	24 531 925
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	6 904 541	6 994 000	6 937 485		6 937 485
Autres	10	53 593 800	55 550 000	55 550 000	77 500	77 500
Autres organismes	11	23 617 610	19 334 800	18 525 352	11 431 153	24 420 238
Amortissement des immobilisations	12	102 450 880	100 774 900	107 048 591	10 784 085	117 766 127
Autres						
- Autres	13	9 474 572	22 921 100	4 410 764	19 969	4 430 733
-	14					
-	15					
	16	649 256 487	699 200 600	663 847 985	125 178 978	721 978 889

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Revenus				
Taxes	1	578 864 300	585 492 990	562 733 881
Paiements tenant lieu de taxes	2	17 038 400	17 578 030	17 104 464
Quotes-parts	3			
Transferts	4	195 035 100	113 323 255	111 965 092
Services rendus	5	39 746 200	40 175 206	39 078 511
Imposition de droits	6	24 274 000	35 460 758	34 627 874
Amendes et pénalités	7	17 000 000	17 533 928	18 477 004
Intérêts	8	6 947 500	9 297 112	6 545 596
Autres revenus	9	30 834 000	41 517 904	47 677 993
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		20 094	(109 020)
	11	909 739 500	860 399 277	838 101 395
Charges				
Administration générale	12	74 671 200	69 395 216	69 529 811
Sécurité publique	13	146 316 700	138 218 992	134 117 193
Transport	14	223 607 400	225 222 485	212 031 637
Hygiène du milieu	15	137 868 700	129 265 730	124 625 198
Santé et bien-être	16	9 548 500	6 805 961	6 471 611
Aménagement, urbanisme et développement	17	20 252 400	20 368 769	17 487 118
Loisirs et culture	18	80 852 400	73 888 444	78 647 255
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	64 904 200	58 813 292	57 988 560
	21	758 021 500	721 978 889	700 898 383
Excédent (déficit) de l'exercice	22	151 718 000	138 420 388	137 203 012
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		1 484 548 970	1 363 875 778
Redressement aux exercices antérieurs	24			(16 529 820)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		1 484 548 970	1 347 345 958
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		1 622 969 358	1 484 548 970

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	151 718 000	138 420 388	137 203 012
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	425 663 600 ) (	131 622 289 ) (	208 885 035)
Produit de cession	3	550 000	1 089 944	799 394
Amortissement	4	112 374 900	117 766 127	112 030 265
(Gain) perte sur cession	5	(550 000)	(977 659)	369 268
Réduction de valeur	6			
	7	(313 288 700)	(13 743 877)	(95 686 108)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		366 625	(930 050)
Variation des stocks de fournitures	9		(188 207)	(13 328)
Variation des autres actifs non financiers	10		2 786 097	(2 009 993)
	11		2 964 515	(2 953 371)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(161 570 700)	127 641 026	38 563 533
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(610 276 807)	(648 840 340)
Redressement aux exercices antérieurs	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(610 276 807)	(648 840 340)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(482 635 781)	(610 276 807)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	11 848 717	34 636 340
Placements temporaires	2	379 162 654	241 879 570
Débiteurs (note 4)	3	227 674 803	186 708 386
Prêts (note 5)	4	275 000	
Placements à long terme (note 6)	5	1 476 975	1 707 932
Participations dans des entreprises municipales	6	821 754	801 660
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	7		
Autres actifs financiers (note 8)	8	329 263	10 778
	9	<u>621 589 166</u>	<u>465 744 666</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	12	131 926 930	161 468 797
Revenus reportés (note 10)	13	17 429 570	13 703 731
Dette à long terme (note 11)	14	751 719 638	726 040 443
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 7)	15	203 148 809	174 808 502
	16	<u>1 104 224 947</u>	<u>1 076 021 473</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(482 635 781)</u>	<u>(610 276 807)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 12)	18	2 036 660 943	2 022 917 066
Propriétés destinées à la revente (note 13)	19	59 998 276	60 364 901
Stocks de fournitures	20	7 275 134	7 086 927
Autres actifs non financiers (note 14)	21	1 670 786	4 456 883
	22	<u>2 105 605 139</u>	<u>2 094 825 777</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>1 622 969 358</u>	<u>1 484 548 970</u>
Obligations contractuelles (note 15)			
Éventualités (note 16)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	138 420 388	137 203 012
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	117 766 127	112 030 265
Autres			
- Perte (gain) sur cession immo.	3	(977 659)	369 268
- Réduction valeur placements	4	431 111	329 114
	5	255 639 967	249 931 659
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(40 966 417)	(51 176 549)
Autres actifs financiers	7	(318 485)	7 921
Créditeurs et charges à payer	8	(29 541 867)	3 355 801
Revenus reportés	9	3 725 839	(7 425 968)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	28 340 307	13 727 453
Propriétés destinées à la revente	11	366 625	(930 050)
Stocks de fournitures	12	(188 207)	(13 328)
Autres actifs non financiers	13	2 786 097	(2 009 993)
	14	219 843 859	205 466 946
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(131 622 289)	(208 885 035)
Produit de cession	16	1 089 944	799 394
	17	(130 532 345)	(208 085 641)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(1 112 290)	(1 351 521)
Remboursement ou cession	19	717 042	619 831
Variation nette des placements temporaires	20	(152 027 600)	180 323 600
Variation nette des autres placements à long terme	21	(100 000)	
	22	(152 522 848)	179 591 910
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	137 794 599	115 375 036
Remboursement de la dette à long terme	24	(111 775 513)	(103 842 758)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(339 891)	90 325
Autres			
-	27		
-	28		
	29	25 679 195	11 622 603
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(37 532 139)	188 595 818
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	225 581 510	36 985 692
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	188 049 371	225 581 510

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

1. Statut

La Ville de Laval est régie principalement par la Loi sur les cités et villes de la province de Québec et par la Charte de la Ville de Laval (1965, chapitre 89 et ses modifications). Elle est dirigée par un conseil municipal et un comité exécutif.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux administrations locales recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Laval. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville de Laval comprend les organismes suivants:

- Société de transport de Laval
- Centre local de développement (CLD) de Laval
- Place des Aînés de Laval
- Laval Technopole
- Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)
- Fondation du Centre de la Nature de Laval
- Gestion du Fonds Soutien Laval inc.
- Centre d'expositions horticoles et commerciales de Laval

Comptabilité d'exercice

La Ville de Laval et ses organismes contrôlés utilisent la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, que la direction procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux états financiers.

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

Les placements à titre d'investissement sont comptabilisés à leur valeur nominale moins une provision pour réduction de valeur déterminée selon les probabilités de recouvrement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

2. Principales méthodes comptables (suite)

Participations dans des entreprises municipales

La participation dans une entreprise municipale est présentée, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Ce coût inclut les intérêts sur emprunts temporaires calculés jusqu'à la date de mise en service. Les immobilisations sont essentiellement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Autres	5 à 10 ans

L'amortissement des véhicules de la Société de transport de Laval est calculé selon la méthode dégressive à des taux annuels de 22% et 30%.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi essentiellement selon la méthode de l'épuisement successif.

Frais d'escompte sur émission d'obligations

Les frais d'escompte sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état de la situation financière.

Avantages sociaux futurs

a) Avantages sociaux futurs à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux et le programme d'allocation de retraite des cols bleus auxquels participe la Ville de Laval ainsi que le régime de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues, non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

2. Principales méthodes comptables (suite)

Avantages sociaux futurs (suite)

b) Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités ainsi que le coût du maintien des avantages lors de certaines absences prolongées.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville de Laval et de la Société de transport de Laval en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2011 selon la méthode de la valeur ajustée sur une période de quatre (4) ans.

Les gains et les pertes actuariels pour les avantages de retraite des employés sont amortis sur la durée estimative moyenne du reste de la carrière active (DUMRA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. La charge attribuable à la portion des gains et pertes actuariels comptables comprise dans le couloir, fixé à 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur de l'actif du régime et celle de l'obligation au titre des prestations constituées, peut faire l'objet d'une affectation au montant à pourvoir dans le futur. Pour les autres avantages, les gains et les pertes sont constatés immédiatement dans l'exercice au cours duquel ils se matérialisent.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement à la charge de l'exercice.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis pour certains régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur à des fins de taxation.

Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes suite à un choix exercé par la Ville de Laval et la Société de transport de Laval et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

a) Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000:

- salaires et avantages sociaux: amortis sur une période maximale de 20 ans. Au cours de l'exercice, conformément aux normes en vigueur et à une résolution du Conseil d'administration de la Société de transport de Laval, la totalité du solde a été amorti, soit 2 235 065 \$.
- intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers) : amortis sur la durée restante des dettes correspondantes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

2. Principales méthodes comptables (suite)**Montant à pourvoir dans le futur (suite)****b) Mesures transitoires relatives aux avantages sociaux futurs:**

- déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, amorti de façon progressive sur la DUMRA des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, amorti de façon non systématique ou non amorti conformément aux dispositions d'allègement à des fins de taxation;
- excédent de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: amorti de façon non systématique ou non amorti;
- mesure d'allègement des gains et des pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées: amortie de façon non systématique et devra être complètement renversée au terme de la DUMRA, soit 15 ans à compter de 2008.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
3. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 507 768	17 666 921
Placements temporaires	2	236 928 996	179 001 692
Placements à long terme	3		
Note			
Les placements temporaires affectés sont constitués de 236 928 996 \$ en comptes d'investissement et en dépôts à terme échéant de janvier à mai 2012 . Ils portent intérêts à des taux variant de 1% à 1,61%.			
Les autres placements temporaires non affectés, d'un montant de 142 233 658 \$ sont constitués de dépôts à terme échéant de janvier à mai 2012 . Ils portent intérêts à des taux variant de 1% à 1,61%.			
Les placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois représentent 176 200 654 \$ (190 945 170 \$ en 2010).			
4. Débiteurs			
Taxes municipales	4	35 339 953	36 827 206
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	152 629 388	104 877 434
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	20 077 070	24 257 822
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Contributions des promoteurs	9	2 292 270	2 764 235
- Divers	10	17 336 122	17 981 689
	11	227 674 803	186 708 386
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	83 128 483	48 148 552
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	83 128 483	48 148 552
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	8 316 086	8 210 157
Note			
5. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Organisme à but non lucratif	19	275 000	
-	20		
	21	275 000	
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
6. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	1 376 975	1 707 932
Autres placements	23	100 000	
	24	1 476 975	1 707 932

Note

Les placements à titre d'investissement sont constitués de prêts et de capital-actions d'entreprises. Les autres placements sont constitués d'un dépôt à terme rachetable, portant intérêt à 2,10%, échéant en janvier 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
7. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(123 183 200)	(99 171 700)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(79 965 609)	(75 636 802)
	27	<u>(203 148 809)</u>	<u>(174 808 502)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	53 983 800	52 927 800
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	10 449 295	9 742 820
Régimes à cotisations déterminées	30	4 570 922	4 991 050
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	321 590	322 038
	33	<u>69 325 607</u>	<u>67 983 708</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

8. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 13)	34	329 263	10 778
Autres	35		
	36	329 263	10 778

Note

9. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	40 824 985	67 514 368
Salaires et avantages sociaux	38	54 369 056	54 463 790
Dépôts et retenues de garantie	39	11 140 274	15 361 688
Provision pour contestations d'évaluation	40	7 027 049	4 835 020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	42	7 111 653	7 909 139
- Réclamations (note 16a)	43	9 250 608	8 862 711
- Autres	44	2 203 305	2 522 081
-	45		
-	46		
	47	131 926 930	161 468 797

Note

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements de taxes, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements du Tribunal administratif du Québec.

10. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 529 416	1 223 066
Transferts	49	2 891 199	723 839
Autres			
- Excédent actuariel des élus	50	911 817	1 058 929
- Divers	51	12 097 138	10 697 897
	52	17 429 570	13 703 731

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

						2011	2010
11. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	10,50	2012	2021	53	698 503 754	667 481 790
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,62	5,27	2013	2026	55	24 059 212	25 985 905
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,93	8,13	2013	2037	57	28 472 090	31 136 901
Autres	4,81	6,45	2014	2015	58	6 278 677	6 690 051
					59	757 313 733	731 294 647
Frais reportés liés à la dette à long terme					60(	5 594 095)	(5 254 204)
					61	751 719 638	726 040 443

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2011					
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres						
2012	62	70	80 066 409	78	5 042 571	87	2 518 055	95	87 627 035	
2013	63	19 759 000	71	69 538 861	79	4 544 060	88	2 565 375	96	96 407 296
2014	64	10 198 000	72	82 284 400	80	4 303 584	89	2 599 768	97	99 385 752
2015	65		73	64 949 444	81	3 098 866	90	2 480 107	98	70 528 417
2016	66		74	55 145 468	82	2 710 676	91	2 123 144	99	59 979 288
2017 et +	67		75	316 562 172	83	28 268 186	92	18 051 440	100	362 881 798
	68	29 957 000	76	668 546 754	84	47 967 943	93	30 337 889	101	776 809 586
Intérêts et frais accessoires					85(	19 495 853)			102(	19 495 853)
	69	29 957 000	77	668 546 754	86	28 472 090	94	30 337 889	103	757 313 733

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

12. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	416 889 772	132	36 629 743	159	830 946	186	452 688 569
Eaux usées	105	931 707 652	133	29 270 237	160	1 520 869	187	959 457 020
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	821 210 026	134	73 281 939	161	25 692 283	188	868 799 682
Autres	107	178 341 503	135	28 905 907	162	9 852 455	189	197 394 955
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	256 528 870	137	4 381 734	164		191	260 910 604
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	144 606 135	139	25 342 948	166	6 129 749	193	163 819 334
Ameublement et équipement de bureau	112	66 356 099	140	7 415 860	167	15 683 207	194	58 088 752
Machinerie, outillage et équipement divers	113	48 783 734	141	4 454 196	168	705 081	195	52 532 849
Terrains	114	143 259 952	142	7 247 953	169	55 716	196	150 452 189
Autres	115	2 792 482	143		170	163 126	197	2 629 356
	116	<u>3 010 476 225</u>	144	<u>216 930 517</u>	171	<u>60 633 432</u>	198	<u>3 166 773 310</u>
Immobilisations en cours	117	<u>224 228 214</u>	145	<u>(85 308 228)</u>	172		199	<u>138 919 986</u>
	118	<u>3 234 704 439</u>	146	<u>131 622 289</u>	173	<u>60 633 432</u>	200	<u>3 305 693 296</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	164 276 498	147	14 826 639	174	830 946	201	178 272 191
Eaux usées	120	366 275 921	148	24 886 955	175	1 520 869	202	389 642 007
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	335 846 682	149	34 407 728	176	25 692 283	203	344 562 127
Autres	122	78 622 633	150	9 728 920	177	9 852 455	204	78 499 098
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	114 987 539	152	7 762 960	179		206	122 750 499
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	90 323 945	154	12 426 129	181	6 074 913	208	96 675 161
Ameublement et équipement de bureau	127	41 942 750	155	9 562 202	182	15 683 207	209	35 821 745
Machinerie, outillage et équipement divers	128	18 020 135	156	3 890 640	183	703 348	210	21 207 427
Autres	129	1 491 270	157	273 954	184	163 126	211	1 602 098
	130	<u>1 211 787 373</u>	158	<u>117 766 127</u>	185	<u>60 521 147</u>	212	<u>1 269 032 353</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>2 022 917 066</u>					213	<u>2 036 660 943</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214	42 593 705	217		219		221	42 593 705
Amortissement cumulé	215	(10 373 043)	218	(1 954 942)	220	()	222	(12 327 985)
Valeur comptable nette	216	<u>32 220 662</u>					223	<u>30 265 720</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
13. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	43 126 254	42 910 566
Immeubles industriels municipaux	225	16 526 847	17 290 723
Autres	226	674 438	174 390
	227	60 327 539	60 375 679
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	228	329 263	10 778
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	59 998 276	60 364 901

Note

14. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	1 003 408	965 778
Frais reportés			
- Avances pour autobus	231		2 894 779
- Autres	232	667 378	596 326
	233	1 670 786	4 456 883

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

15. Obligations contractuelles

- a) Au 31 décembre 2011, la Ville de Laval et ses organismes contrôlés ont des engagements envers des tiers, relatifs aux charges, de 194 957 585 \$. Les versements des cinq (5) prochains exercices s'élèvent à 73 866 106 \$ pour 2012, 46 814 157 \$ pour 2013, 35 327 538 \$ pour 2014, 18 637 947 \$ pour 2015 et 16 302 396 \$ pour 2016.
- b) Au 31 décembre 2011, les engagements envers des tiers, relatifs aux activités d'investissement en immobilisations, totalisent 257 559 677 \$.

16. Éventualités

- a) Au 31 décembre 2011, les réclamations pendantes s'élèvent à 26 516 166 \$. Une provision de 9 250 608 \$ a été comptabilisée. Ceci représente la meilleure estimation de la direction à l'égard de ce passif potentiel.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville de Laval pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin soit: la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, la réserve d'autoassurance, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

- b) La Ville de Laval pourvoit, par le biais de son budget annuel de fonctionnement et/ou d'une réserve, aux couvertures relatives à sa responsabilité civile, à sa responsabilité civile excédentaire (umbrella) ainsi qu'aux pertes matérielles de sa flotte automobile et de ses équipements qui ne sont pas souscrites auprès d'une compagnie d'assurances.
- c) La Ville de Laval a obtenu l'autorisation du Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du Québec de se porter caution du Complexe Multi-Sports de Laval inc. pour un montant total de 8 400 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2011, le solde des prêts est de 8 123 600 \$.

Elle a également obtenu l'autorisation de se porter caution du Centre d'interprétation de l'eau de Laval (C.I.EAU) pour un montant de 200 000 \$, plus intérêts et frais afférents. Au 31 décembre 2011, le solde des prêts est de 116 977 \$.

De plus, elle a obtenu l'autorisation de se porter caution de Camp Spatial Canada pour un montant maximal de 7 000 000 \$. Au 31 décembre 2011, le solde du prêt est de 5 590 061 \$.

- d) Les opérations de la Ville de Laval sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les impacts des conséquences environnementales sont difficilement identifiables. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, Ville de Laval opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

17. Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM)

La Ville de Laval fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la *Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal* (2000, chapitre 34) dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

La contribution de la Ville de Laval à cet organisme a été de 6 937 485 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 (6 904 541 \$ en 2010). Pour sa part, la CMM a versé à la Ville de Laval la somme de 1 411 242 \$ (2 391 534 \$ en 2010) pour les frais reliés à l'exploitation d'équipements métropolitains, au projet d'acquisition d'espaces boisés et à l'élaboration des plans métropolitains de gestion des matières résiduelles, d'aménagement et de développement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

18. Fonds de roulement

La Ville de Laval et la Société de transport de Laval possèdent un fonds de roulement dont le capital est fixé à 11 180 000 \$. Le remboursement en capital à effectuer au cours des prochains exercices pour renflouer le fonds, à même les affectations, s'établit comme suit: 173 230 \$ en 2012, 137 799 \$ en 2013 et 95 467 \$ en 2014.

19. Facilités de crédit

La Ville de Laval et ses organismes contrôlés disposent de facilités de crédit autorisées de 140 350 000 \$ qui portent intérêts à des taux variant du taux préférentiel moins 0,90 % au taux préférentiel. Ces facilités sont renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2011, elles ne sont pas utilisées.

20. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé représente le budget initial adopté par la Conseil municipal reclassé pour fins de comparaison.

21. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

22. Opinion des vérificateurs

L'opinion du vérificateur général et de l'auditeur indépendant ne porte pas sur les données budgétaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 150 734 697	116 448 569
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 272 098 626	213 662 975
Montant à pourvoir dans le futur	3 (148 416 972 ) (	141 092 392)
Financement des investissements en cours	4 (75 235 113)	(106 702 105)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 1 423 788 120	1 402 231 923
	6 1 622 969 358	1 484 548 970

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Autoassurance	7 1 211 418	1 211 418
- Équilibre budgétaire	8 3 008 500	6 779 800
- Cession d'actifs	9 3 261 303	4 189 503
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 7 481 221	12 180 721
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Équilibre budgétaire	17 22 947 178	18 762 737
- Fonds de l'économie sociale	18 363 575	397 695
- Autres fonds	19 401 540	104 055
	20 23 712 293	19 264 487
Réserves financières		
- Réf. infra+ proj. structurants	21 74 846 233	58 060 684
- Service de l'eau	22 83 392 489	63 514 988
- Hon. prof. + Gestion déchets	23 11 728 562	4 436 094
- Stabilisation dép. fluctuantes	24 15 210 254	9 720 750
- Réalisation de travaux	25 4 714 914	2 309 628
	26 189 892 452	138 042 144
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 10 773 504	2 036 964
Fonds parcs et terrains de jeux	28 5 662 062	3 943 452
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 6 038 643	3 834 317
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 8 955 266	7 356 789
Fonds d'amortissement	32 16 038 794	24 131 233
Financement des activités de fonctionnement	33 552 912	267 432
Autres		
- Remembrement agricole	34 3 046 116	2 784 977
- Stationnement	35 542 815	321 247
- Fonds local d'investissement	36 (597 452)	(500 788)
-	37	
	38 51 012 660	44 175 623
	39 272 098 626	213 662 975

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	(2 235 065)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (2 342 384) ()	(3 190 317)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (38 920 952) ()	(40 750 602)
Régimes non capitalisés	43 (50 507 756) ()	(50 507 756)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (19 606 861) ()	(10 625 900)
Autres	45 (23 730 448) ()	(24 859 498)
Régimes non capitalisés	46 (14 069 500) ()	(10 123 400)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
- Montant à recouvrer de tiers	48 ((760 929)) ()	((1 200 146))
-	49 () ()	()
	50 (148 416 972) ()	(141 092 392)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 33 497 100	39 241 881
Investissements à financer	52 (108 732 213) ()	(145 943 986)
	53 (75 235 113)	(106 702 105)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 2 036 660 943	2 022 917 066
Propriétés destinées à la revente	55 60 327 539	60 375 679
Prêts	56 275 000	
Placements à titre d'investissement	57 1 376 975	1 707 932
Participations dans des entreprises municipales	58 821 754	801 660
	59 2 099 462 211	2 085 802 337
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 751 719 638	726 040 443
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 5 594 095	5 254 204
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (83 128 483) ()	(48 148 552)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 674 185 250	683 146 095
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 1 488 841	424 319
	66 675 674 091	683 570 414
	67 1 423 788 120	1 402 231 923

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> 2 </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des employés de la Ville de Laval et le régime de retraite des employés cadres et non syndiqués de la Société de transport de Laval sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R-15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour la Ville de Laval et de la moyenne des cinq meilleures années consécutives de rémunération pour la Société de transport de Laval. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (99 171 700)	(89 324 100)
Charge de l'exercice	5 (53 983 800)	(52 927 800)
Cotisations versées par l'employeur	6 29 972 300	43 080 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(123 183 200)</u>	<u>(99 171 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 774 446 600	766 997 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (1 107 967 800)	(1 060 555 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (333 521 200)	(293 557 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 210 338 000	194 385 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (123 183 200)	(99 171 700)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(123 183 200)</u>	<u>(99 171 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 774 446 600	766 997 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (1 107 967 800)	(1 060 555 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(333 521 200)</u>	<u>(293 557 600)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 31 979 800	30 569 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 123 100	4 565 800
	21 32 102 900	35 134 900
Cotisations salariales des employés	22 (11 973 000)	(11 191 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 20 129 900	23 943 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 14 132 700	11 597 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>34 262 600</u>	<u>35 541 700</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 68 142 100	65 099 800
Rendement espéré des actifs	34 (48 420 900)	(47 713 700)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 19 721 200	17 386 100
Charge de l'exercice	36 <u>53 983 800</u>	<u>52 927 800</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 18 625 600	14 841 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (48 420 900)	(47 713 700)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (29 795 300)	(32 872 100)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (289 500)	(2 389 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 54 128 900	47 899 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 774 941 100	773 526 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 54 240 400	53 136 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,50 %	6,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,50 %	6,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>6</u>	55 <u>3</u>	56 <u>4</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Laval et la Société de transport de Laval offrent des régimes de retraite supplémentaires non capitalisés à certains de leurs employés. À travers ces régimes, les participants acquièrent des droits à certaines prestations non payables en vertu du régime de retraite en raison des limites fiscales.

Les employés de la Ville de Laval et de la Société de transport de Laval bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi qui comprennent notamment l'assurance-vie, la couverture de soins de santé, un régime de continuation de salaire temporaire durant l'invalidité ainsi que le maintien des protections d'assurances lors de certaines absences prolongées. Ces avantages varient en fonction de l'employeur et du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (75 636 802)	(71 756 949)
Charge de l'exercice	58 (10 449 295)	(9 742 820)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 6 120 488	5 862 967
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>79 965 609</u>)	(<u>75 636 802</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (93 502 009)	(90 624 102)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 13 536 400	14 987 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>79 965 609</u>)	(<u>75 636 802</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 5 525 695	5 579 820
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 5 525 695	5 579 820
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 5 525 695	5 579 820
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 1 394 600	958 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
- Pertes act. dans l'exercice	73	27 400
- Gains act. dans l'exercice	74 (24 500)	(117 200)
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 6 895 795	6 448 220
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 3 553 500	3 294 600
Charge de l'exercice	77 10 449 295	9 742 820
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 80 800	(4 853 100)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,00 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 9,00 %	9,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2019	2019
Autres hypothèses économiques		
- croissance soins dentaires (%)	86 4	4
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 2

Description des régimes et autres renseignements

Les employés syndiqués de la Société participent au Régime de retraite des employés syndiqués de la Société de transport de Laval. La contribution de la Société se limite à 9,00%.

La Ville de Laval offre un programme d'allocation de retraite à ses employés cols bleus. Sa participation se limite à 4,00% des salaires versés.

Ces deux régimes sont, à des fins comptables, des régimes à cotisations déterminées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>4 570 922</u>	<u>4 991 050</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	22	22

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Cotisations des élus au RREM 95	51 890	60 645
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	174 478	178 836
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	147 112	143 202
	321 590	322 038

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011

Administration municipale

Dette à long terme	1	688 694 757
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	108 060 333
---------------------------------------	---	-------------

Activités de fonctionnement à financer	3	2 003 452
--	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	20 989 297
-------------------	---	------------

Débiteurs	8	43 390 489
-----------	---	------------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 976 710
--	----	-----------

Autres	11	
--------	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	731 402 046
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	27 968 824
--	----	------------

Endettement net à long terme	15	759 370 870
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	8 240 577
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	19	767 611 447
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	767 611 447
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	452 982 400	456 622 700	440 063 668
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	17 864 300	18 351 722	17 700 824
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	62 700	25 231	64 973
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	350 000	371 643	382 529
	9	471 259 400	475 371 296	458 211 994
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	49 111 300	50 163 203	46 422 112
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Contrôle des moustiques	14	1 200 000	1 215 269	1 195 870
-Disposition de la neige	15	17 800 000	18 003 860	17 571 249
-Transport en commun régional	16	17 200 000	17 464 020	17 238 177
Centres d'urgence 9-1-1	17	1 910 000	2 293 049	2 072 109
Service de la dette	18	18 463 600	18 513 299	17 135 997
Activités de fonctionnement	19	1 895 000	2 188 818	2 140 586
Activités d'investissement	20	25 000	280 176	745 787
	21	107 604 900	110 121 694	104 521 887
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	107 604 900	110 121 694	104 521 887
	26	578 864 300	585 492 990	562 733 881

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 519 600	2 291 859	1 572 133
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 519 600	2 291 859	1 572 133
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 901 900	3 750 420	3 875 215
Cégeps et universités	33	1 978 100	1 908 352	1 982 392
Écoles primaires et secondaires	34	6 575 300	6 527 244	6 688 069
	35	12 455 300	12 186 016	12 545 676
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	1 100	1 609	1 741
	40	1 100	1 609	1 741
	41	13 976 000	14 479 484	14 119 550
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	3 062 400	3 098 546	2 984 914
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	3 062 400	3 098 546	2 984 914
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	17 038 400	17 578 030	17 104 464

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54	1 769 000	1 667 768	1 652 573
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56		1 444	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	108 700	106 623	129 684
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		26 881 546	18 396 531
Transport adapté	62		3 799 319	3 732 098
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	6 000	6 015	7 351
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	3 200	78 314	4 219
Réseau de distribution de l'eau potable	69	92 900	94 602	114 788
Traitement des eaux usées	70	279 400	92 045	243 480
Réseaux d'égout	71	863 100	840 346	1 118 337
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	3 837 500	3 524 429	2 820 642
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	1 156 700	3 853	7 060
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	59 500	94 158	103 714
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	5 000	303 315	(12 947)
Promotion et développement économique	85	2 103 000	2 103 017	2 096 374
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	116 600	454 042	440 691
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	1 092 400	1 136 748	1 120 077
Autres	89	155 700	128 264	107 146
Réseau d'électricité	90			
	91	11 648 700	10 634 983	32 081 818

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	15 011 900	25 000	25 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		27 163 717	9 202 830
Transport adapté	101		149 410	
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	31 425 900	11 988 610	11 988 610
Réseau de distribution de l'eau potable	108	11 250 000	2 411 625	2 411 625
Traitement des eaux usées	109	2 000 000	648 176	648 176
Réseaux d'égout	110	12 350 000	1 428 216	1 428 216
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	42 905 100	1 174 822	1 174 822
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	276 300		
Réseau d'électricité	129			
	130	115 219 200	17 676 449	44 989 576
				57 980 853

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	11 278 800	11 270 860	10 020 600
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	10 458 000	15 690 880	11 881 821
	139	21 736 800	26 961 740	21 902 421
TOTAL DES TRANSFERTS	140	148 604 700	55 273 172	111 965 092

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150	18 000	15 184	11 904
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	18 000	15 184	11 904
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	18 000	15 184	11 904

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	2 407 700	2 598 386	2 880 683
Sécurité publique	184	1 023 000	1 054 569	896 803
Transport				
Réseau routier	185	375 000	462 553	332 820
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		26 773 479	25 628 667
Transport adapté	187		892 645	848 729
Transport scolaire	188		1 247 142	1 286 492
Autres	189		1 635 058	1 607 037
Autres	190		747 560	806 826
Hygiène du milieu	191	357 000	380 443	362 469
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	148 200	160 350	968 950
Loisirs et culture	194	2 431 200	2 435 395	3 447 131
Réseau d'électricité	195			
	196	6 742 100	7 091 696	39 066 607
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	6 760 100	7 106 880	39 078 511
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	4 074 000	4 969 467	4 542 718
Droits de mutation immobilière	199	18 700 000	28 361 951	28 142 529
Droits sur les carrières et sablières	200	1 500 000	2 129 340	1 942 627
Autres	201			
	202	24 274 000	35 460 758	34 627 874
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	17 000 000	17 533 928	18 477 004
INTÉRÊTS	204	6 854 000	8 900 513	6 545 596
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		1 009 468	(369 268)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	550 000	2 519 661	831 710
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	23 269 800	26 250 877	32 572 599
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	7 110 300	15 696 468	14 642 952
	212	30 930 100	45 476 474	47 677 993

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	4 146 000	4 329 634	169 487	4 499 121	4 499 121	3 976 469
Application de la loi	2	8 405 200	7 978 653	686 512	8 665 165	8 665 165	8 644 036
Gestion financière et administrative	3	27 938 500	23 351 182	2 289 454	25 640 636	25 640 636	24 588 263
Greffe	4	6 098 800	5 674 020	168 768	5 842 788	5 842 788	6 092 108
Évaluation	5	9 926 400	9 390 366	118 202	9 508 568	9 508 568	9 177 731
Gestion du personnel	6	9 659 300	8 588 359	424 158	9 012 517	9 012 517	8 948 918
Autres	7	3 949 000	4 703 336	1 523 085	6 226 421	6 226 421	8 102 286
	8	70 123 200	64 015 550	5 379 666	69 395 216	69 395 216	69 529 811
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	102 347 800	96 013 413	4 499 699	100 513 112	100 513 112	98 593 137
Sécurité incendie	10	35 089 000	33 796 244	1 519 527	35 315 771	35 315 771	32 499 512
Sécurité civile	11	578 700	370 457	80 727	451 184	451 184	625 964
Autres	12	2 056 400	1 922 481	16 444	1 938 925	1 938 925	2 398 580
	13	140 071 900	132 102 595	6 116 397	138 218 992	138 218 992	134 117 193
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	27 889 300	27 949 276	34 406 584	62 355 860	61 640 443	61 350 058
Enlèvement de la neige	15	34 286 000	35 698 504	1 010 824	36 709 328	37 424 745	29 643 997
Éclairage des rues	16	4 689 300	5 124 205	2 909 665	8 033 870	8 033 870	7 745 202
Circulation et stationnement	17	5 408 000	4 785 265	2 258 954	7 044 219	7 044 219	7 047 299
Transport collectif							
Transport en commun	18	59 125 000	59 075 677		59 075 677	111 079 208	106 245 081
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	131 397 600	132 632 927	40 586 027	173 218 954	225 222 485	212 031 637

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	13 581 200	12 146 455	5 030 520	17 176 975	17 176 975	16 328 495
Réseau de distribution de l'eau potable	24	9 275 900	9 129 721	10 842 056	19 971 777	19 971 777	19 376 400
Traitement des eaux usées	25	19 614 500	17 121 973	5 349 557	22 471 530	22 471 530	22 550 830
Réseaux d'égout	26	9 254 800	9 679 695	20 056 385	29 736 080	29 736 080	28 975 165
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	11 757 300	11 372 747	31 495	11 404 242	11 404 242	10 893 293
Élimination	28	11 112 500	10 515 261	4 875	10 520 136	10 520 136	9 416 847
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	7 366 800	7 123 368	669 542	7 792 910	7 792 910	7 592 524
Tri et conditionnement	30	266 800	193 807		193 807	193 807	200 478
Matières organiques							
Collecte et transport	31	219 600	210 878	13 806	224 684	224 684	247 747
Traitement	32	290 500	256 578		256 578	256 578	243 153
Matériaux secs	33	1 080 200	973 013	14 404	987 417	987 417	899 782
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	9 229 500	3 007 853	720 205	3 728 058	3 728 058	3 324 917
Autres	39	4 363 500	4 163 268	638 268	4 801 536	4 801 536	4 575 567
	40	97 413 100	85 894 617	43 371 113	129 265 730	129 265 730	124 625 198
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	6 696 100	4 323 502		4 323 502	4 323 502	4 043 114
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	2 852 400	2 482 459		2 482 459	2 482 459	2 428 497
	44	9 548 500	6 805 961		6 805 961	6 805 961	6 471 611
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	9 054 300	8 614 446	186 692	8 801 138	8 801 138	8 386 878
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	158 500	103 574		103 574	103 574	122 929
Autres biens	47	247 800	127 255	6 809	134 064	134 064	203 408
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	7 692 300	6 259 237	3 242	6 262 479	8 761 934	8 467 728
Tourisme	49	430 100	645 800	881	646 681	646 681	306 175
Autres	50	1 900 000	1 910 733		1 910 733	1 910 733	
Autres	51	12 100	10 645		10 645	10 645	
	52	19 495 100	17 671 690	197 624	17 869 314	20 368 769	17 487 118

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 800 300	3 740 312	1 030 852	4 771 164	4 771 164	4 504 862
Patinoires intérieures et extérieures	54	9 164 700	8 385 940	596 484	8 982 424	8 982 424	13 503 026
Piscines, plages et ports de plaisance	55	4 970 200	4 711 051	385 129	5 096 180	5 096 180	4 829 916
Parcs et terrains de jeux	56	19 225 300	17 758 939	7 263 633	25 022 572	25 022 572	23 660 745
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58			276	276	276	276
Autres	59	2 318 800	1 893 365	83 129	1 976 494	3 086 623	4 205 453
	60	39 479 300	36 489 607	9 359 503	45 849 110	46 959 239	50 704 278
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 423 000	1 618 455	1 146 765	2 765 220	2 765 220	2 519 261
Bibliothèques	62	17 244 700	16 519 324	798 490	17 317 814	17 317 814	16 145 384
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63		22 750	42 486	65 236	65 236	83 361
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	10 561 800	6 730 415	50 520	6 780 935	6 780 935	9 194 971
	66	29 229 500	24 890 944	2 038 261	26 929 205	26 929 205	27 942 977
	67	68 708 800	61 380 551	11 397 764	72 778 315	73 888 444	78 647 255
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	35 256 900	31 172 816		31 172 816	32 851 680	34 843 032
Autres frais	70	1 691 800	1 332 861		1 332 861	1 429 687	1 426 335
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	22 758 800	22 552 400		22 552 400	23 274 700	20 680 700
Autres	72	1 960 000	1 237 426		1 237 426	1 257 225	1 038 493
	73	61 667 500	56 295 503		56 295 503	58 813 292	57 988 560
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	100 774 900	107 048 591	(107 048 591)			

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL



Rapport du vérificateur général sur le taux global de taxation réel

À Monsieur le Maire,
Aux membres du Conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Laval. Ce taux a été établi par la direction de la Ville de Laval sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel, conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Bureau du Vérificateur général

1333, boul. Chomedey, bur. 901, C. P. 422, succ. Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4
Téléphone : 450 978-8715 Télécopieur : 450 978-5888



Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Laval a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de Laval de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Le vérificateur général,

Michèle Galipeau, CA auditeur

Laval, le 5 avril 2012

Bureau du Vérificateur général

1333, boul. Chomedey, bur. 901, C. P. 422, succ. Saint-Martin, Laval (Québec) H7V 3Z4
Téléphone : 450 978-8715 Télécopieur : 450 978-5888

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>589 494 964</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	1 695 737
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	1 798 093
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	508 144
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>4 001 974</u>
Revenus de taxes	11	<u>585 492 990</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1 <u>36 761 711 081</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2 <u>36 852 859 259</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>36 807 285 170</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>453 424 330</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>36 807 285 170</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6 <u> | 1 | , | 2 | 3 | 1 | 9 | / 100 \$</u>

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7 <u>38 606 858 200</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8 <u>38 695 658 734</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>38 651 258 467</u>

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	26 391 700	4 142 661	32 934 946
Usines de traitement de l'eau potable	2	61 309 800	23 545 445	19 610 069
Usines et bassins d'épuration	3	3 816 400	1 996 676	3 047 621
Conduites d'égout	4	67 002 500	14 504 595	30 417 317
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	65 502 500	20 658 414	61 982 129
Ponts, tunnels et viaducs	7	13 883 600	37 017	(219 705)
Système d'éclairage des rues	8	3 960 000	2 411 424	2 924 776
Aires de stationnement	9		17 253	219 473
Parcs et terrains de jeux	10	16 345 700	6 033 879	13 389 795
Autres infrastructures	11	5 891 600	137 946	703 078
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	5 648 800	545 994	4 775 188
Édifices communautaires et récréatifs	14	65 140 300	1 697 259	6 613 869
Améliorations locatives	15			757
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			6 750 968
Autres	17	9 714 600	3 259 454	3 591 913
Ameublement et équipement de bureau	18	8 793 500	7 400 721	9 681 056
Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 406 800	1 925 685	4 387 555
Terrains	20	29 895 300	5 422 591	8 073 934
Autres	21			296
	22	386 703 100	93 737 014	208 885 035

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		25 387	17 224 604
Usines de traitement de l'eau potable	24		23 545 445	19 610 069
Usines et bassins d'épuration	25		1 996 676	3 047 621
Conduites d'égout	26		653 729	28 755 196
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		4 117 274	15 710 342
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		13 850 866	1 662 121
	31		44 189 377	86 009 953

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	667 481 790	137 387 747	106 365 783	698 503 754
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	25 985 905		1 926 693	24 059 212
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	31 136 901	271 841	2 936 652	28 472 090
Autres	6	6 690 051	135 011	546 385	6 278 677
	7	731 294 647	137 794 599	111 775 513	757 313 733
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8	4 189 503		928 200	3 261 303
Réserves financières et fonds réservés	9	24 131 233	10 854 518	17 257 757	17 727 994
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	179 495 180	28 646 398	13 860 995	194 280 583
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	475 330 179	53 154 311	69 569 120	458 915 370
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	683 146 095	92 655 227	101 616 072	674 185 250
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	48 148 552	45 139 372	10 159 441	83 128 483
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	48 148 552	45 139 372	10 159 441	83 128 483
Prêts	19				
	20	48 148 552	45 139 372	10 159 441	83 128 483
	21	731 294 647	137 794 599	111 775 513	757 313 733
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	731 294 647	137 794 599	111 775 513	757 313 733

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	346 465	320 104	320 104	366 960
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15	88 901	88 521	88 521	92 649
Santé et bien-être					
Logement social	16	4 140 129	4 124 401	4 124 401	3 984 954
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	136 065	135 483	135 483	142 609
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	612 855	610 490	610 490	626 244
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	1 669 585	1 658 486	1 658 486	1 691 125
Réseau d'électricité					
	24				
	25	6 994 000	6 937 485	6 937 485	6 904 541

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	342,00	33,75	32 626 135	12 369 762	44 995 897
Professionnels	2	196,00	33,75	20 025 903	4 593 385	24 619 288
Cols blancs	3	1 022,00	33,00	42 261 730	14 247 200	56 508 930
Cols bleus	4	619,00	40,00	38 838 806	10 560 183	49 398 989
Policiers	5	516,00	35,00	50 506 852	17 708 364	68 215 216
Pompiers	6	247,00	42,00	20 521 763	6 081 757	26 603 520
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	2 942,00		204 781 189	65 560 651	270 341 840
Élus	9	22,00		1 777 956	662 777	2 440 733
	10	2 964,00		206 559 145	66 223 428	272 782 573

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	6 072 619	5 994 305	12 066 924
Réseau de distribution de l'eau potable	12	1 153 313	1 352 914	2 506 227
Traitement des eaux usées	13	343 146	397 075	740 221
Réseaux d'égout	14	1 385 169	883 393	2 268 562

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	7 978 653	27	686 512	53	8 665 165	79	578 421	105	8 086 744	131	706 847
Évaluation	2	9 390 366	28	118 202	54	9 508 568	80	14 555	106	9 494 013	132	3 212 895
Autres	3	46 646 531	29	4 574 952	55	51 221 483	81	2 005 410	107	49 216 073	133	3 759 494
	4	64 015 550	30	5 379 666	56	69 395 216	82	2 598 386	108	66 796 830	134	7 679 236
Sécurité publique												
Police	5	96 013 413	31	4 499 699	57	100 513 112	83	1 003 238	109	99 509 874	135	9 609 611
Sécurité incendie	6	33 796 244	32	1 519 527	58	35 315 771	84	51 331	110	35 264 440	136	3 491 968
Sécurité civile	7	370 457	33	80 727	59	451 184	85		111	451 184	137	30 959
Autres	8	1 922 481	34	16 444	60	1 938 925	86		112	1 938 925	138	78 966
	9	132 102 595	35	6 116 397	61	138 218 992	87	1 054 569	113	137 164 423	139	13 211 504
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	27 949 276	36	34 406 584	62	62 355 860	88	275 087	114	62 080 773	140	10 351 448
Enlèvement de la neige	11	35 698 504	37	1 010 824	63	36 709 328	89	202 650	115	36 506 678	141	1 308 984
Autres	12	9 909 470	38	5 168 619	64	15 078 089	90		116	15 078 089	142	857 887
Transport collectif	13	59 075 677	39		65	59 075 677	91		117	59 075 677	143	322 527
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	132 632 927	41	40 586 027	67	173 218 954	93	477 737	119	172 741 217	145	12 840 846
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	12 146 455	42	5 030 520	68	17 176 975	94		120	17 176 975	146	1 901 762
Traitement des eaux usées	17	9 129 721	43	10 842 056	69	19 971 777	95		121	19 971 777	147	3 011 705
Réseaux d'égout	18	17 121 973	44	5 349 557	70	22 471 530	96		122	22 471 530	148	3 459 950
Autres	19	9 679 695	45	20 056 385	71	29 736 080	97		123	29 736 080	149	5 330 627
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	21 888 008	46	36 370	72	21 924 378	98		124	21 924 378	150	261 589
Matières recyclables	21	8 757 644	47	697 752	73	9 455 396	99	363 434	125	9 091 962	151	400 347
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	3 007 853	50	720 205	76	3 728 058	102		128	3 728 058	154	717 124
Autres	25	4 163 268	51	638 268	77	4 801 536	103	17 009	129	4 784 527	155	269 552
	26	85 894 617	52	43 371 113	78	129 265 730	104	380 443	130	128 885 287	156	15 352 656

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	4 323 502	172		187	4 323 502	202		217	4 323 502	232	44 829
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	2 482 459	174		189	2 482 459	204		219	2 482 459	234	170 422
	160	6 805 961	175		190	6 805 961	205		220	6 805 961	235	215 251
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	8 614 446	176	186 692	191	8 801 138	206	160 350	221	8 640 788	236	835 010
Rénovation urbaine	162	230 829	177	6 809	192	237 638	207		222	237 638	237	130 673
Promotion et développement économique	163	8 815 770	178	4 123	193	8 819 893	208		223	8 819 893	238	583 468
Autres	164	10 645	179		194	10 645	209		224	10 645	239	68
	165	17 671 690	180	197 624	195	17 869 314	210	160 350	225	17 708 964	240	1 549 219
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	36 489 607	181	9 359 503	196	45 849 110	211	2 183 772	226	43 665 338	241	3 902 058
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	16 519 324	182	798 490	197	17 317 814	212	251 623	227	17 066 191	242	1 074 053
Autres	168	8 371 620	183	1 239 771	198	9 611 391	213		228	9 611 391	243	470 680
	169	61 380 551	184	11 397 764	199	72 778 315	214	2 435 395	229	70 342 920	244	5 446 791
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	500 503 891	186	107 048 591	201	607 552 482	216	7 106 880	231	600 445 602	246	56 295 503

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1	654 128	582 777
Charges sociales	2	145 824	120 893
Biens et services	3	92 937 062	195 898 802
Frais de financement	4		276 477
Autres	5		
	6	93 737 014	196 878 949

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	110 308 121	81 825 412
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	110 308 121	81 825 412
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	39 585 398	33 282 294
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(6 000 000)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 008 500)	(6 779 800)
Réserves financières et fonds réservés	8	(4 145 360)	(65 814)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10	9 513 715	2 046 029
	11	35 945 253	28 482 709
Solde à la fin de l'exercice	12	146 253 374	110 308 121
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	12 180 721	9 754 067
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	12 180 721	9 754 067
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(7 708 000)	(4 353 146)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 008 500	6 779 800
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(4 699 500)	2 426 654
Solde à la fin de l'exercice	22	7 481 221	12 180 721
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	181 599 555	163 824 677
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	181 599 555	163 824 677
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	56 683 134	38 187 694
Activités d'investissement	27	(2 456 185)	(20 478 630)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	4 145 360	65 814
Financement des investissements en cours	29		
	30	58 372 309	17 774 878
Solde à la fin de l'exercice	31	239 971 864	181 599 555

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Montant à pourvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(129 835 227)	(119 763 505)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(129 835 227)	(119 763 505)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(8 980 961)	(10 625 900)
Autres	37	())	())
Régimes non capitalisés	38	(3 213 200)	(2 613 100)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	())	())
	40	())	())
	41	(12 194 161)	(13 239 000)
Diminution de l'exercice			
	42	3 454 916	3 167 278
	43	(8 739 245)	(10 071 722)
Solde à la fin de l'exercice	44	(138 574 472)	(129 835 227)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	(108 315 392)	(108 883 496)
Redressement aux exercices antérieurs	46		
Solde redressé au début de l'exercice	47	(108 315 392)	(108 883 496)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	41 681 836	2 614 133
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49		
Excédent de fonctionnement affecté	50	(9 513 715)	(2 046 029)
Réserves financières et fonds réservés	51		
	52		
	53	32 168 121	568 104
Solde à la fin de l'exercice	54	(76 147 271)	(108 315 392)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	1 363 590 441	1 294 513 943
Redressement aux exercices antérieurs	56		(16 529 820)
Solde redressé au début de l'exercice	57	1 363 590 441	1 277 984 123
Variation de l'exercice	58	(4 052 084)	85 606 318
Solde à la fin de l'exercice	59	1 359 538 357	1 363 590 441

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>10 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>10 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>10 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 6 398 762 2	3	4	2 458 553 5	106 333 6	1 689 200 7	7 061 782
Montant réservé pour le service de la dette	8 651 600 9	10	11	12	651 600 13	(1 689 200) 14	1 689 200
	15 7 050 362 16	17	18	2 458 553 19	757 933 20	0 21	8 750 982

**RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**Évaluation foncière
(en milliers de dollars)**

	Au 31 décembre			
	2011	2010	2009	2008
Propriétés				
Imposables (1)	38 695 659	37 984 762	31 764 143	30 976 867
Non imposables (2)	2 577 422	2 512 301	2 103 523	2 071 197
	41 273 081	40 497 063	33 867 666	33 048 064
Proportion médiane de la valeur réelle (%)				
Rôle d'évaluation foncière	96,0	100,0	89,0	95,0

(1) La Ville de Laval dépose un rôle triennal d'évaluation.

(2) Les propriétés exemptées sont constituées en majorité d'écoles, d'hôpitaux, d'édifices utilisés à des fins de services sociaux et de santé communautaire, d'édifices des gouvernements fédéral et provincial, pour lesquels la Ville de Laval a imposé 17 037 300\$ au cours de l'exercice 2011 en compensations tenant lieu de taxes ou pour services municipaux.

**Catégories de propriétés imposables
(en milliers de dollars)**

	Au 31 décembre			
	2011	2010	2009	2008
Résidentielles	31 844 504	31 131 073	25 905 600	25 286 987
Industries manufacturières	1 000 240	1 053 510	853 779	878 051
Transports, communications et services publics	166 370	158 549	128 106	121 769
Commerciales	2 814 100	2 743 965	2 468 095	2 334 598
Services	1 643 232	1 607 820	1 380 285	1 308 490
Culturelles, récréatives et de loisirs	130 656	125 965	107 085	100 024
Production et extraction de richesses naturelles	181 072	177 296	168 153	164 258
Terrains non exploités et étendues d'eau	915 485	986 585	753 040	782 690
	38 695 659	37 984 763	31 764 143	30 976 867

Permis de construction émis

	Exercice financier			
	2011	2010	2009	2008
Nombre				
Permis de construction				
Résidentiel	975	1 201	1 287	1 522
Non résidentiel	29	32	32	52
Permis d'amélioration	1 959	1 866	2 138	1 902
	2 963	3 099	3 457	3 476
Valeurs (en milliers de dollars)				
Permis de construction				
Résidentiel	580 225	612 901	518 971	694 508
Non résidentiel	81 642	50 717	106 840	113 597
Permis d'amélioration	132 182	165 389	203 154	196 299
	794 049	829 007	828 965	1 004 404

**RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Population

	Exercice financier			
	2011	2010	2009	2008
Nombre	403 600	398 667 (1)	391 141 (1)	386 371 (1)

(1) Selon l'estimation révisée.

Taux des taxes et tarifications**Taxes**

Les tableaux suivants présentent les taux d'imposition de taxes par cent dollars d'évaluation.

	Exercice financier (1)				
	2012	2011	2010	2009	2008
Taux de la taxe foncière générale					
Taux de base	0,841	0,874	0,915	0,955	1,069
Immeubles non résidentiels	3,247	3,302	3,355	3,444	3,589
Immeubles six (6) logements et plus	0,959	0,980	1,007	1,035	1,158
Terrains vagues desservis	1,682	1,748	1,830	1,910	2,138

Taux de la taxe foncière spéciale pour le service de l'eau

Taux de base	0,038	0,038	0,038	0,038	0,035
Immeubles non résidentiels	0,111	0,111	0,111	0,111	0,099
Immeubles six (6) logements et plus	0,039	0,039	0,039	0,039	0,036
Terrains vagues desservis	0,076	0,076	0,076	0,076	0,070

Tarification du transport régional (en dollars)

Par logement	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
Par local au mètre carré	1,51	1,51	1,51	1,51	1,51
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés) (min.: 40 \$ - max.: 740 \$)	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15

Tarifications des services de l'eau (en dollars)

Par logement et/ou local	279	279	279	279	279
Terrains non exploités (par 92,9 mètres carrés) (min.: 40 \$ - max.: 740\$)	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50

(1) La Ville de Laval dépose un rôle triennal d'évaluation et toute variation d'évaluation résultant de l'entrée en vigueur de ce rôle est répartie de façon égale sur les années couvertes.

**ENDETTEMENT NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
Ville de Laval		
Dette à long terme	688 694 757	680 324 782
Montants accumulés aux fonds réservés		
Amortissement	(16 038 794)	(24 131 233)
Solde disponible de règlements d'emprunts fermés	(1 689 200)	(651 600)
Débiteurs		
Gouvernement du Québec	(43 390 489)	(24 612 736)
Surplus accumulé affecté	(3 261 303)	(4 189 503)
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	(2 976 710)	(5 562 060)
	621 338 261	621 177 650
Dépenses à financer à long terme	110 063 785	145 886 353
	731 402 046	767 064 003
Recouvrement par taxation riveraine	(232 458 467)	(240 538 278)
Récupération potentielle		
Déficit de solvabilité	(54 240 352)	(53 136 604)
Autres	(3 824 500)	(7 283 300)
	440 878 727	466 105 821
Organismes contrôlés		
Société de transport de Laval	23 772 048	21 758 997
Autres	4 196 776	4 061 765
	27 968 824	25 820 762
Endettement net à long terme consolidé à l'ensemble des citoyens	468 847 551	491 926 583
Ratio d'endettement net à long terme (en dollars) per capita à l'ensemble des citoyens - Ville de Laval	1092	1 169
Ratio d'endettement net à long terme consolidé (en dollars) per capita à l'ensemble des citoyens	1162	1 234

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7	4 142 404 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8	4 223 443 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	1 798 093 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	563 154 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1 PI du Souvenir, CP 422 Succ. St-Martin
 (no) (rue)
Laval H7V 3Z4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 5703
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Suzanne Deshaies, CA

Téléphone (450) 978-6888 5703
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5799
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel s.deshaies@ville.laval.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Samon Bélair Deloitte & Touche, SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 2540, boul. Daniel-Johnson, Bureau 210
 (no) (rue)
Laval H7T 2S3
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-3500
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 382-4984
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel dcyr@deloitte.ca

Responsable du dossier M. Daniel Cyr, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Michèle Galipeau, CA

Titre Vérificateur général

Adresse 1 PI du Souvenir, CP 422 Succ. St-Martin
 (no) (rue)
Laval H7V 3Z4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 978-6888 8713
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 978-5888
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel m.galipeau@ville.laval.qc.ca

